

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.269
3 juillet 1984
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA DEUX CENT SOIXANTE-NEUVIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 3 juillet 1984, à 10 h 30

Président : M. V.L. ISSRAELYAN (URSS)

GE.84-63239

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. B. OULD-ROUIS M. A. TAFFAR
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. H. WEGENER M. F. ELBE M. M. GERDTS
<u>Argentine</u> :	M. J.C. CARSALES M. R.R. HUBERT
<u>Australie</u> :	M. R. ROWE Mme S. FREEMAN Mlle J. COURTNEY Mlle S. BOYD
<u>Belgique</u> :	M. M. DEPASSE M. J.M. NOIRFALISSE
<u>Birmanie</u> :	U MAUNG MAUNG GYI U HLA MYINT U PE THEIN TIN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SOUZA e SILVA
<u>Bulgarie</u> :	M. K. TELLALOV M. B. KONSTANTINOV M. P. POPTCHEV M. K. PRAMOV M. N. MIKHAILOV M. K. STANKOV
<u>Canada</u> :	M. J.A. BEESLEY M. R.J. ROCHON M. M.C. HAMBLIN
<u>Chine</u> :	M. QUIAN JIADONG Mme WANG ZHIYUN M. YANG MINGLIANG M. ZHANG WEIDONG
<u>Cuba</u> :	M. E. de la CRUZ M. A. CURBELO M. J.L. GARCIA
<u>Egypte</u> :	M. S. ALFARARGI M. I.A. HASSAN Mme W. BASSIM M. F. MONIB

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. L. FIELDS M. R. SCOTT M. J. MISKEL M. A. HOROWITZ M. B. MORTON M. R. WATERS M. P.S. CORDEN M. A. LIEBOWITZ M. M.G. MACDONALD M. J.E. MCATEER M. J.J. TIERNEY M. C. WELLS Mme M. WINSTON
<u>Ethiopie</u> :	M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. G. MONTASSIER M. H. RENIE
<u>Hongrie</u> :	M. D. MEISZTER M. F. GAJDA M. T. TOTH
<u>Inde</u> :	M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie</u> :	M. N. WISNOEMOERTI M. I.M. DAMANIK Mme P. RAMADHAN M. F. QASIM M. I. WIRANATAATMADJA Mlle M.N. DARSA
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. M. PAVESE M. G. ADORNI BRACCESI M. R. DI CARLO
<u>Japon</u> :	M. R. IMAI M. M. KONISHI M. I. AKIYAMA M. K. TANAKA
<u>Kenya</u> :	-
<u>Maroc</u> :	M. M. RMIKI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ Y REYNERO M. P. MACEDO RIBA
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. S.O. BOLD

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Nigéria</u> :	M. J.O. OBOH M. L. AKINDELE M. F.O. ADESHIDA
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.J. van SCHAIK M. J. RAMAKER
<u>Pérou</u> :	M. C. CASTILLO RAMIREZ
<u>Pologne</u> :	M. S. TURBANSKI M. T. STROJWAS M. J. CIALOWICZ M. G. CZEMPINSKI
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. H. THIELICKE M. W. KUBICZEK
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N.K. KAMYAB M. F.S. SIRJANI M. H. RASOULIHA
<u>Roumanie</u> :	M. T. MELESCANU M. A. POPESCU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. L.J. MIDDLETON M. D.A. SLINN
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS Mme E. BONNIER M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN Mme A.M. LAU
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. A. CIMA M. J. MATOUSEK
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELIAN M. B. PROKOFIEV M. P.Y. SKOMOROKHINE M. V.F. PRIAKHINE M. S.V. NAGRADOV M. G.V. BERDENNIKOV

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)Venezuela :

-

Yougoslavie :M. K. VIDAS
M. M. MIHAJLOVICZaire :Mme E. EGANGA KABEYA
M. O. GNOKSecrétaire général de la Conférencedu désarmement et Représentantpersonnel du Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Secrétaire général adjoint dela Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je déclare ouverte la séance plénière de la Conférence du désarmement.

En premier lieu je voudrais faire une déclaration à l'occasion de mon accession à la présidence de la Conférence.

Au moment d'assumer la présidence de la Conférence du désarmement, la délégation soviétique tient à assurer tous les membres de la Conférence qu'elle saura assumer ses responsabilités dans les importantes fonctions de la présidence et mettre tout en oeuvre pour faire progresser les travaux de la Conférence.

Qu'il me soit permis d'adresser nos remerciements aux distinguées représentants de la Suède, Mme Theorin et M. l'Ambassadeur Ekeus, qui ont présidé nos travaux en juin. Nous apprécions hautement les efforts entrepris par les collègues qui nous ont précédés à la présidence pour faire progresser nos travaux.

Permettez-moi aussi de saluer M. l'Ambassadeur R. Jaipal, Secrétaire général de la Conférence. Nous fondons de grands espoirs sur sa coopération et son assistance. C'est aussi le cas pour son adjoint, M. Vicente Berasategui, et tous les autres fonctionnaires du Secrétariat dont dépend en grande partie le bon fonctionnement de notre organe multilatéral de négociation.

Il ne faut pas être très perspicace pour comprendre que la Conférence du désarmement traverse l'une des périodes les plus difficiles de son histoire.

Fonctionnant sous sa forme actuelle depuis la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, la Conférence n'a pu parvenir à aucun accord en ce domaine. De plus, alors que les décisions et le règlement de l'Assemblée générale définissent la Conférence comme un organe de négociations, nous n'avons pu entreprendre aucune négociation particulière sur des questions aussi urgentes et pressantes que l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, ainsi que la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

On ne peut manquer de constater que certains problèmes ayant fait l'objet de négociations à la Conférence sont actuellement dans l'impasse. Je veux d'abord parler de problèmes tels que le renforcement des garanties de sécurité pour les Etats non dotés d'armes nucléaires et l'élaboration d'un programme global de désarmement.

Les entretiens sur l'interdiction des armes chimiques et radiologiques n'offrent guère non plus de perspectives de succès. Les derniers faits nouveaux concernant ces problèmes ne sont guère de nature à favoriser le progrès des négociations vers des accords mutuellement acceptables.

Ayant pris la parole en tant que président de la Conférence, je n'insisterai pas sur les causes de cet état de choses peu satisfaisant à la Conférence du désarmement. Ces raisons sont bien connues et ont été présentées à de nombreuses reprises et en toute franchise pendant les travaux de la Conférence du désarmement par la délégation soviétique, comme par d'autres délégations. Mais je voudrais noter une chose. La principale cause de l'impasse ou même d'un recul dans le domaine du désarmement (fait reconnu de tous) c'est le manque de volonté politique de la part

(Le Président)

de certains Etats qui ne veulent pas mettre fin à la course aux armements et progresser vers un désarmement réel. Malheureusement, à ce jour, certains n'ont pas encore compris cette vérité simple, si clairement formulée dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale, que "l'accumulation d'armes, en particulier d'armes nucléaires, constitue plus une menace qu'une protection pour l'avenir de l'humanité". Les calculs auxquels certains se livrent pour s'assurer la supériorité militaire et stratégique n'expliquent pas seulement l'insuccès des efforts entrepris pour mettre fin à la course aux armements, ils menacent aussi gravement l'humanité d'annihilation, dans l'holocauste d'un conflit nucléaire.

L'humanité traverse aujourd'hui une phase difficile de son histoire, qui exige le sens des responsabilités. La course aux armements est de moins en moins maîtrisée, de nouveaux types de systèmes d'armes sont mis au point, qu'il sera complètement impossible de limiter, de réduire ou d'interdire d'une façon adéquate dans le cadre d'accords vérifiables.

Peut-on sortir de cette situation ? Nous sommes convaincus que nous le pouvons et que nous le devons et nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises. Mais les assurances verbales manifestant des dispositions pacifiques, très répandues aujourd'hui, ne suffisent pas. Il faudrait des mesures pratiques prouvant que les intéressés sont prêts à renoncer à imposer aux autres des actes qui se transforment en fait accompli, des mesures qui manifesteraient une volonté sincère de parvenir à des résultats mutuellement acceptables. Ce qui importe, ce ne sont pas les négociations pour le plaisir de négocier, mais des accords qui mettraient des limites au développement de la course aux armements, et une volonté de parvenir à de tels accords, plutôt que d'utiliser les négociations comme moyen dissimulant de nouveaux programmes de renforcement des armements. C'est seulement si cette bonne volonté existait que de véritables progrès pourraient être accomplis dans les négociations.

Cela vaut aussi pleinement pour la Conférence sur le désarmement. Nous ne pouvons laisser cet organe multilatéral de négociations continuer à marquer le pas. La Conférence doit enfin s'attaquer à la tâche qui lui incombe de par son mandat.

L'Union soviétique et d'autres pays socialistes se sont toujours prononcés pour une solution rapide de tous les problèmes inscrits à l'ordre du jour de la Conférence sur le désarmement. Comme cela a été souligné dans la déclaration intitulée "Maintien de la paix et coopération économique internationale" adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle à la Conférence économique de Moscou, en juin de cette année "il n'est pas aujourd'hui de tâche plus importante que celle de sauvegarder la paix mondiale et d'éviter une catastrophe nucléaire. Il faut en priorité mettre fin à la course aux armements, entreprendre des réductions des armements et maintenir l'équilibre militaire et stratégique à des niveaux que l'on abaissera progressivement".

(Le Président)

Une lourde responsabilité incombe à tous les représentants des Etats souverains présents dans cette salle, celle de répondre aux espoirs que l'opinion publique mondiale place toujours dans nos travaux. Pour y répondre, il faut des actes concrets. Nous devons donc tout faire pour sortir enfin de l'impasse à la Conférence du désarmement. Et cela avant qu'il ne soit trop tard.

J'en ai ainsi terminé avec ma déclaration.

Aujourd'hui la Conférence aborde l'examen du point 3 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Par ailleurs, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, les membres peuvent soulever toute question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Comme vous vous en souvenez, la liste des séances de cette semaine prévoit si nécessaire la tenue d'une séance informelle de la Conférence. Je pense qu'il serait utile de consacrer le temps disponible ce matin pour tenir cette séance informelle, et par conséquent, la Conférence pourrait examiner maintenant la question de savoir comment elle doit aborder un certain nombre de questions d'organisation qui n'ont pas encore été tranchées. Nous pourrions étudier la situation existante et examiner la possibilité d'élaborer un programme d'activités pour le mois de juillet, ce qui nous aiderait à régler les questions considérées. J'ai donc l'intention d'ouvrir une réunion informelle immédiatement après l'ajournement de la présente séance plénière.

J'ai sur la liste des orateurs de ce jour le représentant de la République démocratique allemande, M. l'Ambassadeur Rose. Je lui donne la parole.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président j'aimerais, tout d'abord, vous féliciter, vous qui êtes le distingué représentant de la fraternelle Union des Républiques socialistes soviétiques, de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de juillet. Depuis qu'elle existe, l'Union soviétique n'a cessé de poursuivre avec vigueur une politique étrangère de paix et de désarmement, qui répond pleinement aux vœux de tous les peuples. Cette stratégie de l'Union soviétique dans les affaires internationales est énoncée dans son tout premier document de politique étrangère, le Décret de Vladimir I. Lénine, sur la paix. A l'approche du quarantième anniversaire de la victoire sur le fascisme, les peuples se rappelleront le rôle décisif qu'a eu l'Union soviétique dans leur libération de la barbarie fasciste. Un regard en arrière sur cet événement historique permettra de mieux comprendre encore pourquoi l'URSS se trouve au premier rang des forces qui luttent pour une paix et un désarmement durables. Un fait est incontestable : il n'y a pas une seule question de désarmement sur laquelle l'Union soviétique n'ait formulé des propositions ambitieuses.

Nous avons appris à voir en vous, Camarade Président, un diplomate remarquable qui, tant à cette conférence que dans les postes précédents, a servi avec un grand dévouement et beaucoup de compétence la cause de la paix et du désarmement. Permettez-moi d'exprimer notre profonde conviction que, sous votre direction habile et expérimentée, la Conférence du désarmement sera dans de bonnes mains. C'est du fond du coeur que nous vous souhaitons beaucoup de succès. La délégation de la République démocratique allemande fera tout pour coopérer avec vous dans l'exercice de vos fonctions.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Permettez-moi aussi de présenter, par votre intermédiaire, les remerciements de la délégation de la République démocratique allemande à Madame l'Ambassadrice Theorin, Présidente de la Commission suédoise pour le désarmement, et à Monsieur l'Ambassadeur Ekéus, pour la façon consciencieuse dont ils ont présidé cette conférence pendant le mois de juin.

Trois semaines après le début de sa session d'été, la Conférence du désarmement n'est pas parvenue à faire des progrès en ce qui concerne les questions prioritaires inscrites à son ordre du jour. Malgré les efforts persistants déployés par la majorité des délégations pour sortir de l'impasse, il n'a même pas été possible d'entamer des négociations sur ces questions. Ma délégation partage donc la préoccupation exprimée dans la déclaration du Groupe des 21, que le distingué représentant de la Yougoslavie, l'Ambassadeur Vidas, a présentée à la séance plénière du 28 juin. La cause fondamentale de cette situation fâcheuse à la Conférence est claire : c'est le manque d'empressement de quelques Etats à entamer des négociations sur les points 1, 2, 3 et 5 de notre ordre du jour.

Il n'est pas aujourd'hui de tâche plus urgente que d'éviter un holocauste nucléaire. Pour atteindre cet objectif, de très nombreuses propositions ont été formulées. Dans ce contexte, nous attachons une importance spéciale à l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires. Une telle mesure non seulement empêcherait de nouveaux perfectionnements qualitatifs des armes nucléaires, mais renforcerait aussi la confiance entre les Etats. Elle serait la preuve convaincante de leur désir de sauver l'humanité d'une catastrophe nucléaire et de mettre fin à la course aux armements nucléaires.

Les progrès de la technologie en matière d'armements ne doivent pas faire échouer les efforts de désarmement. A cet égard, M. Erich Honecker, Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, et M. Olof Palme, Premier Ministre de la Suède, ont reconnu, au cours de leur récente rencontre en République fédérale d'Allemagne, que la technologie des armements et les politiques en matière d'armements ont déjà progressé à un point tel que les doctrines de dissuasion, qui envisagent l'utilisation en premier des armes nucléaires, mettent en péril l'existence même de l'humanité. L'interdiction générale et complète de tous les essais d'armes nucléaires constituerait un important pas en avant pour empêcher une évolution aussi dangereuse.

Récemment, lors de leur réunion au sommet à Moscou, les Etats membres du Conseil d'assistance économique mutuelle ont réaffirmé qu'ils étaient prêts à conclure sans plus attendre un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. A cet égard, j'aimerais aussi rappeler la déclaration commune dans laquelle les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie ont souligné la nécessité urgente de mettre un terme à tous les essais d'armes nucléaires.

Malgré tous ces appels, malgré les nombreuses résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, les négociations sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'ont pas encore commencé à cette conférence. Tous les efforts déployés par l'écrasante majorité des délégations présentes autour de cette table sont restés vains à cause de la résistance que certains Etats dotés d'armes nucléaires opposent à de telles négociations.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Pendant la partie de printemps de notre session, on nous a dit d'un côté qu'il pourrait y avoir une possibilité d'aller de l'avant avec le point 1 de notre ordre du jour. Maintenant, on suggère qu'il faudrait examiner des questions spécifiques se rapportant à une interdiction complète des essais nucléaires.

Il n'entre pas dans mes intentions de m'étendre longuement sur cette proposition. Cela dit, j'aimerais faire observer que l'interdiction des essais d'armes nucléaires a fait, pendant plus de 25 ans, l'objet de discussions dans différentes instances. Aucune autre question dans le domaine du désarmement n'a suscité tant de préoccupations et d'études. Des solutions à de nombreux problèmes touchant une telle interdiction, y compris la vérification, ont été proposées dans les négociations trilatérales et à cette conférence. L'an dernier, l'Union soviétique et la Suède ont présenté au Comité du désarmement leurs projets de traités, qui offrent une base solide pour de telles négociations. L'absence de progrès sur la voie d'une interdiction complète des essais nucléaires n'est donc manifestement pas due à un examen insuffisant des questions liées à une telle interdiction. Tous les discours sur les questions dites de vérification ou sur la nécessité alléguée de créer des conditions propices à une interdiction des essais nucléaires ne sauraient dissimuler ce fait.

Ce qui manque réellement, c'est la volonté de certains Etats dotés d'armes nucléaires de mettre fin aux essais nucléaires et, partant, de souscrire des engagements juridiquement contraignants. Pour autant que nous le sachions, il n'y a pas eu de changement dans la position des Etats-Unis exposée il y a plus de deux ans devant le Comité, qui voient dans cette mesure un objectif à long terme. Les Etats-Unis ne sont pas non plus revenus sur leur décision, rendue publique le 19 juillet 1982, de ne pas reprendre les négociations avec l'Union soviétique et le Royaume-Uni, en vue de parvenir à un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne que les Etats-Unis poursuivent actuellement un programme à long terme d'essais nucléaires pour mettre au point des armes dans le cadre de leur plan de "Guerre des étoiles", ainsi que des ogives nucléaires pour les missiles de croisière, le missile MX, les armes à neutrons et d'autres armes. On a aussi dit que les essais étaient nécessaires pour s'assurer que les milliers d'armes nucléaires que l'Administration des Etats-Unis se propose de fabriquer durant les prochaines années fonctionneront correctement lorsqu'elles seront utilisées, selon les calculs, dans une guerre nucléaire limitée ou prolongée.

Dans ces conditions, comment peut-on demander sérieusement à la Conférence du désarmement de débattre simplement d'une interdiction des essais nucléaires ? Une telle approche pourrait impliquer que la Conférence est utilisée pour camoufler l'absence de volonté politique de certaines forces d'élaborer et de conclure un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Comme beaucoup d'autres, la délégation de la République démocratique allemande n'est pas disposée à participer à un tel exercice de propagande. Nous devrions nous assurer que les peuples peuvent se rendre pleinement compte de la situation réelle dans ce domaine.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Au début de cette session, un groupe d'Etats socialistes a proposé, dans le document CD/434, la création d'un Comité spécial chargé de négocier un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires. Nous attendons de toutes les délégations qu'elles s'engagent avec la même clarté à négocier un traité d'interdiction générale des essais. C'est seulement alors que la Conférence pourra entreprendre des travaux fructueux. Nous aimerions donc renouveler notre appel aux Etats-Unis pour qu'ils révisent leur position et qu'ils participent à des négociations sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires.

En même temps, ma délégation se félicite de l'attitude constructive de l'Union soviétique en ce qui concerne l'arrêt de tous les essais d'armes nucléaires. Au fil des ans, l'URSS ne s'est pas seulement montrée favorable à des négociations pertinentes, elle a matérialisé sa volonté par des actions concrètes, donnant ainsi l'exemple et a honoré les obligations contractées au titre du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires et du Traité sur la non-prolifération.

En présentant de très nombreuses propositions constructives, l'URSS a fait de son mieux pour donner une impulsion aux négociations sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Qu'il suffise de se rappeler que dans les années 70 elle s'était déclarée prête à accepter des inspections sur place sur la base du libre consentement, et un moratoire sur les explosions nucléaires pacifiques. En outre, afin de pouvoir progresser rapidement, elle était prête à accepter l'entrée en vigueur d'un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, même si toutes les puissances nucléaires n'y étaient pas parties dès le début. Si l'offre d'un moratoire d'un an sur toutes les explosions nucléaires faite par l'Union soviétique en 1980 avait été acceptée par les autres Etats dotés d'armes nucléaires, les conditions en vue des négociations auraient été considérablement améliorées.

Malheureusement, dans ce cas comme dans d'autres, cette approche constructive est restée sans écho chez l'autre partie. Les pourparlers trilatéraux ont été rompus, et le Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires ainsi que le Traité sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques, conclus entre l'Union soviétique et les Etats-Unis en 1974 et 1976, n'ont pas été ratifiés.

Avant de mettre un point final à mes observations, permettez-moi de résumer les vues de ma délégation sur le point 1 de l'ordre du jour :

Premièrement, nous partageons les préoccupations exprimées par nombre de délégations en ce qui concerne l'absence de négociations sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Deuxièmement, il est inutile de se livrer à de vains débats qui n'engagent à rien, qui peuvent être utilisés comme écran pour masquer l'absence de volonté politique de certains pays de mettre fin aux essais nucléaires.

Troisièmement, nous attendons des Etats dotés d'armes nucléaires concernés qu'ils révisent leurs positions et qu'ils prennent clairement l'engagement de négocier un traité, permettant ainsi à la Conférence de remplir sa mission telle qu'elle est énoncée au paragraphe 120 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues pour mon pays et pour moi-même.

La liste d'orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Y a-t-il une délégation qui souhaite prendre la parole ?

Je donne la parole au représentant du Canada, M. l'ambassadeur Beesley.

M. BEESLEY (Canada) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord exprimer nos remerciements, comme vous l'avez fait vous-même, aux distingués représentants de la Suède, Mme Theorin et M. l'ambassadeur Ekeus, qui ont présidé nos séances au mois de juin. En effet, la patience et la persévérance dont ils ont fait preuve et la façon sérieuse et compétente dont ils ont dirigé nos délibérations sont au-dessus de tout éloge. Les progrès que nous avons réalisés sont dus dans une large mesure à leurs efforts. Si nous avons échoué sur certains points, on ne saurait le leur reprocher.

Qu'il me soit aussi permis de saisir cette occasion pour vous féliciter personnellement, Monsieur le Président, de votre accession aux importantes fonctions que vous occupez actuellement. Je suis certain que vous ferez usage de votre habileté diplomatique bien connue pour nous aider à faire avancer nos travaux. Vous avez déjà souligné à juste titre que les progrès que nous avons accomplis ne sont pas à la mesure de l'importance de nos travaux. D'autres délégations ont fait la même observation et j'ai moi-même souligné dans mes deux dernières interventions que si des progrès véritables, des progrès concrets, ne peuvent être accomplis qu'à la suite de décisions prises au niveau des capitales - décisions parfois difficiles à prendre - chacun de nous n'en a pas moins la responsabilité personnelle autant que collective d'accélérer nos travaux si nous voulons éviter de remettre en question la crédibilité même de la Conférence du désarmement.

Il y a peut-être, et même je le suppose, des vues différentes quant à la priorité qu'il convient de donner à certaines questions. Cependant, nul ne saurait contester que l'opinion publique mondiale attend des mesures objectives et concrètes. En conséquence, si le processus de négociation est important, ce sont des progrès que l'on exige de nous. Ma délégation voit une certaine ironie dans le fait que la Commission du désarmement des Nations Unies, dont beaucoup d'entre nous viennent seulement de revenir et dont la vocation est d'être un organe délibératif, a procédé à une tentative de négociation, alors que cette Conférence, dont la mission est d'être une instance de négociation, semble mener à loisir un processus de délibérations, qui d'ailleurs peut se révéler finalement utile si nous avons du temps à lui consacrer.

Toutefois, je suis persuadé, Monsieur le Président, que vous pouvez mieux faire.

La délégation canadienne a maintes fois souligné l'importance et l'urgence qu'il y a à prendre des mesures sur des questions telles que l'interdiction complète des essais, la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, les armes chimiques et, plus récemment, l'opportunité de mener à bien nos négociations sur les armes radiologiques. En soulignant la priorité que nous attachons à ces questions, nous ne sous-estimons pas l'importance des autres problèmes inscrits à notre ordre du jour. Je n'ai pas l'intention, au stade actuel, de formuler des observations de fond sur aucun de ces problèmes. Cependant, j'exposerai très brièvement l'approche que nous devrions adopter pour tous les points de notre ordre du jour.

(M. Beesley, Canada)

La délégation canadienne n'a pas coutume de mentionner des articles de presse pour étayer ses déclarations. Je ferai aujourd'hui une exception en raison de la nature de l'autorité que je me propose de citer. Nombre des représentants ici présents ont sans doute lu le numéro de week-end de l'Herald Tribune, dans lequel il est fait mention de la découverte, aux Pays-Bas, d'un nouveau texte de Grotius datant du XVII^e siècle. Ce document contient un message qui est aussi opportun à notre époque qu'à celle à laquelle il a été écrit. Si les informations publiées dans ce journal sont exactes, le texte découvert dans la bibliothèque de l'église d'Amsterdam est ainsi conçu :

"Au lieu de parler des choses qui nous séparent, nous devrions nous attacher à ce qui nous réunit".

Les déclarations faites récemment par la délégation canadienne à la Conférence du désarmement et à la Commission du désarmement, ainsi que les déclarations publiques faites par des porte-parole canadiens au niveau politique démontrent amplement, ce me semble, que c'est précisément ce que nous cherchons à faire : essayer de trouver un terrain commun entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Sud et s'efforcer de l'élargir. C'est la seule observation que je souhaite formuler aujourd'hui, mon intention n'étant pas de prêcher ni de faire la leçon à qui que ce soit, car c'est à nous-mêmes de tirer les conséquences de ce message. Mais, de toute évidence, nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de nous livrer à des polémiques ni à des monologues détaillés sur nos positions respectives. A mon avis, ce que nous devrions vraiment faire, c'est commencer à employer beaucoup plus efficacement le temps qui nous est imparti, que ce soit au cours du débat général ou dans nos autres organes, pour essayer de cerner les points d'entente et chercher ensuite à les élargir progressivement, si modeste que soit chaque progrès. Lorsque apparemment il n'existe pas de terrain commun, il est évident qu'il y a là une situation très grave qu'il est de notre devoir de chercher à dénouer.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant du Canada, M. l'ambassadeur Beesley, de sa déclaration et des aimables paroles qu'il m'a adressées. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ? Il semble que non, et je me propose maintenant de lever la séance plénière. Cependant, avant de le faire, je voudrais appeler votre attention sur le fait qu'un groupe important de jeunes militaires italiens sont présents à notre séance d'aujourd'hui. Je voudrais leur souhaiter une vie heureuse et paisible. Mon plus profond désir est que nous parvenions à réaliser notre objectif commun du désarmement général et complet sous un contrôle international strict et que les jeunes de tous les pays du monde ne soient plus dans l'obligation de porter l'uniforme.

Je vais maintenant lever la séance plénière et convoquer la séance officielle dans cinq minutes, comme je l'ai annoncé lors de l'ouverture de la plénière d'aujourd'hui.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 5 juillet, à 10 h 30.

La séance est levée à 11 h 30.